

TRANSITIONS

Trimestriel • Iles de Paix • Rue du Marché 37 • 4500 Huy

DEMAIN,
QUEL MONDE ?

N°107 • JUIN 2015

© Reporters



Texte



Laurence Albert
Secrétaire générale

107
Juin
2015

SOMMAIRE

- 4 Action Sud > Pérou : bienvenue à Islas de Paz Péru
- 5 Action Sud > Burkina Faso : de l'eau pour tous
- 6 Retour sur > Bénin : le bilan de Toucountouna
- 7 Dossier > Les objectifs du millénaire et après ?
- 13 Action Nord > L'indignation en expo et en débats
- 14 Infos Monde > Brèves sans frontières



REJOIGNEZ-NOUS
SUR FACEBOOK

POUR FAIRE UN DON

Belgique :

Banque de la Poste BE97 0000 0000 4949
BNP Paribas Fortis BE04 2400 2962 6531
CBC BE30 1963 6001 1111

Déduction fiscale à partir de 40 euros par an
(45 % du montant total des dons)

GD Luxembourg :

CCPL LU61 1111 0227 5355 0000
Communication : « Iles de Paix-Luxembourg »

Déduction fiscale à partir de 120 euros par an

EDITEUR RESPONSABLE > Laurence Albert - Rue du Marché, 37 - 4500 Huy

ILS ONT COLLABORÉ À CE NUMÉRO

Laurence Albert, Jacques Bodeux, Gaël de Belelefried, Christine de Bray,
Laurent Deutsch, Olivier Genard, Caroline Lefrancq, Frédéric Léonard,
Marie-Luce Preys, Antoine Stasse, Jessica Troupin

GRAPHISME > www.mariefreeres-graphisme.be

ÉDITEUR - Iles de Paix - Rue du Marché, 37 - 4500 Huy - Tél. : 085 23 02 54
info@ilesdepaix.org - www.ilesdepaix.org - RPM : 408.908.151

IMPRESSION > Van Ruys Printing. Transitions est imprimé sur du papier recyclé
Transitions bénéficie du soutien de la Direction générale
de la coopération au développement (DGD)



LE PRÉCIEUX ALLIÉ

Le WBI est l'organe chargé des relations internationales de la Wallonie, de la Fédération Wallonie-Bruxelles et de la Commission communautaire française de la Région de Bruxelles Capitale. Pour simplifier - c'est souvent nécessaire en Belgique ! -, le WBI est l'instrument de la politique étrangère menée par les différentes composantes de la Belgique francophone.

Il intervient dans des domaines très divers, de la santé à la culture, en passant par l'enseignement, la recherche scientifique ou encore l'aide au développement. Il entretient dans plusieurs pays des délégations ayant statut diplomatique.

Iles de Paix bénéficie depuis de nombreuses années du système de cofinancement de projets de développement mis en place par le WBI. C'est un partenaire fidèle, dont les apports sont précieux.

Ils contribuent à compléter la quote-part en fonds propres qu'Iles de Paix doit avancer pour obtenir des financements de bailleurs de fonds plus importants, comme la Coopération fédérale belge ou l'Union européenne. A titre d'exemple, le WBI s'est engagé en faveur du programme de développement qu'Iles de Paix conduit depuis 2014 dans trois communes du Nord-Bénin, programme dont la Coopération belge finance 80 % du budget.

Comme celles des donateurs privés d'Iles de Paix, les contributions du WBI peuvent donc être démultipliées, un euro de mise permettant d'en obtenir quatre voire plus de la part de gros bailleurs de fonds. A ce titre, le WBI joue un rôle de levier pour le montage financier de programmes de développement de grande ampleur.

Et aussi, comme cela est arrivé par le passé, un rôle d'intermédiaire vers d'autres institutions pouvant contribuer à nos projets. C'est ainsi que nous avons pu avoir obtenu un financement de près de 80.000 € de la part du Fonds de solidarité internationale pour l'eau (Région wallonne) pour un ambitieux programme d'accès à l'eau potable au Burkina Faso.

Le WBI est vraiment, pour Iles de Paix, un précieux allié !



UN CONCERT SOLIDAIRE



Belle initiative de **Béatrix Haenecour** et **Véronique Jospin**, chevilles ouvrières de la campagne d'Iles de Paix dans le secteur de Roeulx : l'organisation d'un concert solidaire pour faire connaître notre association et apporter un soutien financiers à nos actions.

Ce concert s'est déroulé le 22 mars en l'église Saint-Joseph de La Louvière et a mis à l'honneur des jeunes musiciens de la région qui ont proposé un programme très éclectique, mariant musique classique et airs populaires contemporains. Le succès fut au rendez-vous : plus de 150 personnes et une recette nette d'au moins 1.200 €.

Cette manifestation a aussi offert l'occasion de rendre hommage à Anne-Marie Marin, aujourd'hui décédée, qui, durant 18 ans, fut une référence de la campagne d'Iles de Paix dans la région. Avec quelques autres bénévoles, elle avait organisé en 2008 un premier concert solidaire qui avait, lui aussi, obtenu un très beau succès.

Merci à toutes ces personnes qui s'engagent aux côtés d'Iles de Paix et font preuve, pour lui donner un coup de pouce, d'initiative et d'inventivité !

UN MODÈLE AGRICOLE ALTERNATIF



Dans le district d'Umari, Iles de Paix et l'ONG péruvienne Diaconia proposent à 150 familles un nouveau modèle d'exploitation agricole : la chacra integral ou parcelle intégrale, où les paysans privilégient la diversification et la combinaison des cultures et de l'élevage ainsi que des pratiques respectueuses de l'environnement.

Cette agriculture à petite échelle vise prioritairement la sécurité alimentaire : l'essentiel de ce qui est produit doit assurer la subsistance de la famille, la vente des excédents permettant d'assurer les revenus nécessaires à la satisfaction de besoins non alimentaires.

Caroline Lefrancq, membre de l'équipe Iles de Paix au Pérou, nous propose la visite de la petite exploitation « intégrale » de la famille Ordoñez Tineo, dans la communauté de Tambillo.

PRIORITÉ AU « NATUREL »

Guidée par Héraclio et sa femme Reida, je commence la visite par l'espace compost et élevage de vers de terre. Ils me montrent fièrement le résultat : après 4 mois, les déchets organiques, comme les épluchures de fruits et légumes et les excréments d'animaux se sont transformés en un terreau fertile. Et les vers de terre abondent.^(*)

Le compost produit ne couvre pas encore tous ses besoins, mais Héraclio est satisfait : « Avant, je pratiquais la culture sur brûlis. Maintenant, je laisse les branches et les feuilles mortes sur le sol. Elles se transforment en engrais organique. Je me suis rendu compte que quand tu mets de l'engrais chimique, les plantes grandissent bien, mais dès que tu arrêtes, la production faiblit. En plus, le sol est fortement abîmé. C'est pour cela que j'ai décidé d'utiliser de l'engrais naturel, comme mon père et mon grand-père. » Même chose pour les pesticides chimiques. Héraclio les a remplacés le biol, un mélange fait maison de plantes, de sucre et de bouse de vache.

LA BONNE COMBINAISON

Héraclio me fait faire le tour de ses cultures : principalement des arbres fruitiers, dont des avocatriers, récemment plantés. Le champ est bordé de pâturages pour les cochons d'inde.

Après la parcelle cultivée, vient la visite de l'élevage. Une trentaine de cochons d'Inde et cinq moutons constituent



Reida et Héraclio ont tracé le plan de leur exploitation expérimentale.

le petit cheptel de la famille. « Nous consommons du cochon d'inde une à deux fois par mois, mais mon projet est d'améliorer les cages et d'agrandir mon élevage, pour vendre mes cochons d'inde », explique Reida.

Un bref passage par la maison me fait découvrir la « carte parlante » sur laquelle la famille a dessiné son projet de parcelle intégrale. Presque tout y est. Seul manque le système d'irrigation familiale qui sera installé dans peu de temps.

Je termine ma visite par le potager biologique où choux, courges et carottes côtoient des fruits et légumes plus exotiques, comme le ukush puru puru (cousin de la grenadille), le racatcha (sorte de céleri), la kaywa (courgette-concombre) ou la tomate d'arbre. « Avec ce potager, j'ai des légumes toute l'année. Et ce que je ne consomme pas, je le vends au marché », confie Reida.

Dayana, la petite-fille de Reida, aide sa grand-mère à récolter le racatcha et les tomates qu'elles vont préparer pour le repas. L'heure du dîner est arrivée, je m'éclipse alors que l'on s'affaire à laver les légumes... ●

^(*) Les vers à compost accélèrent la transformation des déchets organiques, enrichissent le compost en minéraux et oligo-éléments, favorisent une bonne aération et un drainage naturel.



Le programme soutenu par Iles de Paix à Umari - Les vertus de la parcelle intégrale > ilesdepaix.org/transitions

ILS PARTICIPENT À LEURS PROJETS !

La participation des bénéficiaires aux projets qui les concernent est un élément central de l'approche d'Iles de Paix, fondée sur le self help.

Olivier Genard, responsable en Belgique de l'unité d'appui aux programmes d'Iles de Paix dans le Sud :

« Il peut paraître déplacé de demander une contribution à des familles qui vivent dans l'extrême pauvreté, mais c'est par cette contribution que ces familles s'approprient vraiment pleinement le projet. »

DE L'ARGENT, DE LA MAIN-D'ŒUVRE, MAIS AUSSI DU TEMPS

La contribution des bénéficiaires peut être financière, mais elle peut aussi consister en apports en main-d'œuvre ou en matériaux, voire en participation à des réunions ou à des formations, au temps que l'on sacrifie pour le que projet aboutisse.

O.G. : *« La participation permet aussi au bénéficiaire de faire ses comptes. Par exemple, un paysan qui investit pour tester de nouvelles semences pourra faire la balance entre le coût de celles-ci et ce qu'elles lui rapportent. Si elles lui sont offertes, cette analyse économique est impossible. Par ailleurs, il faut veiller à ce que les projets n'exigent pas des bénéficiaires des investissements trop importants, auquel cas ils ne pourraient être reproduits par d'autres. Cela serait en contradiction avec notre approche, qui mise sur un effet tache d'huile. »*



Les « bénéficiaires » sont d'abord les promoteurs de leurs projets.

L'EFFET DE FILTRE, MAIS PAS TROP

L'exigence d'une participation réelle permet aussi de sélectionner des personnes vraiment motivées, prêtes à s'engager et de dissuader celles qui ne voudraient que profiter d'un cadeau tombé du ciel.

O.G. : *« Au Pérou, quand on a proposé la professionnalisation de la culture de la grenadille, toutes les mains ou presque se sont levées. Mais quand il a été question de formations, d'investissements... l'enthousiasme de certains est retombé. Finalement sont restés les producteurs vraiment motivés. D'un autre côté, il faut veiller à ce que les plus vulnérables ne soient pas exclus. Le programme que nous menons actuellement au Burkina Faso, avec l'appui de l'Union européenne, s'adresse à des villages dont les populations sont particulièrement précarisées. Les exigences en termes de participation sont dès lors adaptées aux faibles capacités d'investissement des familles. »*

LA CONTRIBUTION DES COMMUNES

La décentralisation a donné aux communes des moyens supplémentaires pour investir dans des projets à vocation communautaire, comme une école ou des infrastructures d'eau potable.

O.G. : *« À Diapangou, au Burkina Faso, la commune a apporté 10 % du budget des forages d'eau potable. Le programme a d'ailleurs été différé, le temps que la municipalité obtienne de l'État des fonds lui permettant de cofinancer ces infrastructures. Au Pérou, les communes, mieux dotées, ont financé les réseaux de distribution d'eau potable à hauteur de 50 %. »*

La participation des communes se concrétise aussi d'une autre manière, par des engagements en bonne gestion de ces infrastructures et équipements nouveaux, grâce notamment au renforcement des compétences des services techniques municipaux.

O.G. : *« Dans le nouveau programme que nous allons engager au Pérou, nous ferons appel à la participation des communes dans l'appui à des projets productifs, y compris à dimension familiale, ce qui est quelque chose d'assez nouveau. Les communes s'investiront pour impulser le développement économique local. » ●*

ILES DE PAIX EN TANZANIE AVEC D'AUTRES ONG BELGES

QUEL EST L'INTÉRÊT D'UN TEL PROGRAMME COMMUN ?



Olivier Genard avec un leader massai, en mission de préparation du programme tanzanien.

UN PROGRAMME TRÈS COMPLET, MAIS AVEC D'AUTRES

En Tanzanie, Iles de Paix prend, en effet, en charge un des volets - l'accès à l'eau pour des éleveurs massai - d'un programme proposé par le Fonds belge pour la sécurité alimentaire (FBSA), un organisme lié à la Coopération belge. Il collabore sur ce programme avec des partenaires qui en assument d'autres aspects. Vétérinaires sans frontière, par exemple, se consacre à la santé animale ; Trias, une ONG flamande, au développement des petites entreprises des femmes et des jeunes ; le Programme alimentaire mondial, à l'amélioration de la nutrition.

Il s'agit donc d'un programme assez complet, qui aborde les différentes dimensions du développement local, comme les interventions traditionnelles d'Iles de Paix. La différence, c'est que, cette fois, le travail sera réalisé en collaboration avec d'autres, parmi lesquels il faut aussi mentionner les ONG locales qui seront associées à la réalisation des différentes activités.

ENSEMBLE, FAIRE PLUS ET MIEUX

La mise en commun de moyens, sous l'égide du FBSA, permet de proposer un programme ambitieux : il bénéficiera directement, dans les quinze villages choisis en raison de la précarité de leurs populations, à plus de 11.200 ménages (56.000 personnes).

La mise en commun concerne aussi les compétences de chacun des partenaires, leur maîtrise particulière de telle ou telle problématique. Chacun offre sa « plus grande » valeur ajoutée pour apporter aux problèmes des gens les meilleures réponses.

L'autre intérêt d'une pareille approche est le partage d'expérience. Iles de Paix met le pied dans un nouveau pays, mais il peut compter sur l'expérience, les contacts, la connaissance du terrain de son partenaire Trias, qui y agit depuis plusieurs années.

L'aspect économies d'échelle a aussi son importance. Les partenaires partageront un certain nombre de coûts : transports, équipement, bureaux.

VERS UN NOUVEAU MODÈLE DE COOPÉRATION

Les avantages d'une démarche de développement en commun sont évidents. Cependant, Iles de Paix n'y perdra-t-il pas sa singularité, son autonomie, sa capacité à aborder, dans une ou plusieurs communes, les différentes dimensions du développement. On pense notamment aux services de base comme l'accès à l'eau potable ou à l'éducation scolaire ? Une remarque s'impose : les communes des pays en développement ont aujourd'hui davantage de moyens que par le passé - en fonds propres ou via des financements publics - pour assurer à leurs populations des services de base essentiels.

Iles de Paix doit tenir compte de cette évolution et se recentrer sur ce qu'il peut apporter de plus utile, sur le ou les domaine(s) où son expertise peut faire la différence. C'est déjà le cas dans les programmes récemment mis en place, en Afrique comme en Amérique du Sud, où l'accent est mis sur la sécurité alimentaire durable et une amélioration des revenus des familles les plus démunies.

Par ailleurs, l'approche multi-acteurs, qui caractérise le programme du FBSA en Tanzanie, est un modèle qui tend à se généraliser dans le monde de la coopération, tant en Belgique qu'au niveau international. Participer à telle intervention permettra à Iles de Paix de s'adapter aux évolutions du secteur du développement qui, de plus en plus, mise sur la complémentarité et la collaboration des acteurs de terrain. Parmi ceux-ci, figurent les ONG locales, qui sont désormais des partenaires incontournables avec qui l'on peut nouer des collaborations et des échanges fructueux. ●

BOULE DE CRISTAL POUR UN MONDE SANS BOUSSOLE



Les germes du monde de demain sont déjà visibles, mais les reconnaître est un exercice nécessitant un certain discernement. En dehors de quelques spéculateurs inspirés, qui avait par exemple fait preuve d'assez de sagacité pour deviner la crise des *subprimes* de 2007 et ses conséquences ? Nombreux sont par contre ceux qui ont, *a posteriori*, démontré que tous les éléments qui la provoqueraient étaient bien visibles. Qui avait prévu l'expulsion du président Ben Ali du pouvoir tunisien en janvier 2011 ? Les ferments de cette révolution existaient pourtant dans la société de son pays.

Le monde change à une vitesse telle qu'il faut probablement renoncer à tout espoir de connaître précisément le visage qu'il affichera à un horizon de dix ou vingt ans. On peut toutefois s'efforcer de discerner, dans le brouillard, quelques formes, quelques couleurs d'un avenir indistinct.

Si quelqu'un s'adonne seul à cet exercice, il exprimera une intuition personnelle. Confronter plusieurs points de vue permet d'obtenir une prophétie plus robuste. Les considérations de ce dossier reposent sur plusieurs sources issues d'Europe et des États-Unis¹. C'est un éclairage. Parmi d'autres.

¹ Notamment (i) *L'atlas des mondialisations*, hors série du Monde, 2014 ; Alternative Vision for the Sector de CONCORD ; *Global Trends 2025 : A Transformed World* du National Intelligence Council ; 2020 Development Futures d'Alex Evans pour Action Aid ; les articles de Socio 02 de novembre 2013 ; Development Cooperation in 2020 ? de Sarah Vaes et Huib Huyse pour 11.11.11.

Le paysage en 2025: quelques images à assembler

Les observateurs distinguent quelques grandes tendances. Pour les comprendre, l'esprit humain doit les compartimenter, créer des catégories. On ne peut toutefois pas négliger le fait que le monde est un système global. Les pavés ci-dessous interagissent les uns avec les autres, s'influencent mutuellement.

UNE DÉMOGRAPHIE CONTRASTÉE

Selon l'Organisation des Nations unies, la planète comptera, en 2030, entre 8 et 9 milliards d'êtres humains, soit une croissance de 10 à 20 % par rapport à aujourd'hui. Les évolutions varieront toutefois selon les régions du monde.

Selon la CNUCED², la population des pays les moins avancés a doublé entre 1980 et 2010 et devrait doubler à nouveau d'ici à 2050 pour atteindre 1,7 milliard d'habitants. Le poids démographique relatif du continent africain s'accroîtra considérablement. Ce peut être tant un risque qu'une opportunité pour ce continent.

Par contre, suite à la baisse de la natalité et l'augmentation de la durée de vie, l'Occident et la Chine seront confrontés à un déséquilibre sans précédent entre personnes âgées et jeunes. Lorsque les premières ne seront plus actives, il incombera aux seconds la responsabilité de produire la valeur ajoutée nécessaire pour financer les besoins de l'ensemble de la population.

DES MIGRATIONS REVIGORÉES

La pression migratoire s'intensifiera pour plusieurs raisons : changement climatique, insécurité, pression démographique et inégalités économiques. Les migrations régionales seront probablement les premières concernées. Les voyages plus longs se répartiront quant à eux vers un nombre plus élevé de pays de destination, en raison de l'émergence de certains pays. Les pays occidentaux, poussés par la montée de certains extrémismes, renforcent leurs barrières, mais, comme l'écrivait Dominique Pire, « *les désespérés, s'ils trouvent des portes fermées, entreront par les fenêtres* ». Et les migrations, si nous les gérons enfin sans frilosité mais avec humanité, pourront être source d'enrichissement pour tous. Un pays tel que les États-Unis ne s'est-il pas construit (notamment) sur cette base-là ?

UN SYSTÈME INTERNATIONAL PLUS COMPLEXE

La domination de l'Europe et des États-Unis n'existera plus que dans les manuels d'histoire. Le monde pourrait se retrouver sans « gendarme ». L'autorité et le pouvoir seront davantage diffus, répartis entre un grand nombre d'acteurs, étatiques ou non, parmi lesquels la Chine, l'Inde, la Russie, notamment, joueront un rôle en vue. Il en résultera des alliances mouvantes, de circonstance, et une complexité considérable des équilibres géostratégiques, sans cesse fluctuants. Cela pourrait atténuer certaines dynamiques d'oppression. L'arme nucléaire et, plus encore, l'arme bactériologique pourraient toutefois se retrouver dans des mains incertaines.

POLLUTION ET CHANGEMENT CLIMATIQUE

Les efforts à consentir pour préserver l'environnement risquent bien de ne pas se réaliser suite à l'immobilisme des masses et à l'aspiration de certaines populations – en particulier dans les pays en transition – à connaître le mode de vie occidental. Les effets de la pollution et du changement climatique seront de plus en plus visibles sur la santé et sur l'agriculture et la pêche. Si seuls les plus riches peuvent se prémunir contre ces conséquences, il pourrait en résulter une aggravation des inégalités des conditions de vie au sein de la population mondiale. De nombreuses voix s'élèvent pour réclamer que des mesures radicales soient prises pour la préservation de l'environnement.

² Conférence des Nations unies sur le commerce et le développement



UNE CRISE ÉCONOMIQUE MONDIALE... OU PAS

Le développement du commerce mondial, favorisant les entreprises de grande taille qui produisent d'énormes quantités, continuera de profiter davantage aux détenteurs du capital. Cela amplifiera les inégalités. Par ailleurs, les taux d'endettement des États, mais aussi des particuliers et des entreprises fragilisent considérablement l'équilibre financier mondial. Une crise financière d'une ampleur jamais vue pourrait, par un effet domino, avoir des effets insoupçonnés. Ou pas, dans la mesure où une telle perspective pourrait amener les États à payer le prix fort afin de les éviter.

D'autres modèles, dits « post-capitalistes » se développent timidement sur des bases plus coopératives que concurrentielles. D'aucuns y voient des chances de réduire l'instabilité.

SCIENCES ET TECHNIQUES EN ÉBULLITION

Les technologies de l'information, les nanotechnologies, les sciences du vivant joueront un rôle considérable, sans qu'il soit encore possible de déterminer ni leurs déclinaisons pratiques ni leurs effets indirects sur la vie des individus. Elles pourraient apporter des solutions, au moins partielles, aux problèmes environnementaux, énergétiques et alimentaires, notamment. Il apparaît d'ores et déjà qu'Internet change substantiellement les structures cognitives des jeunes, la manière dont ils organisent leur information mentale et, donc, dont ils pensent. Certains estiment que cela permettra aux générations futures d'imaginer des solutions plus créatives aux problèmes du monde.

VIOLENCES NOUVELLES ET/OU EXACÉRBEES

L'urbanisation confine d'importantes populations dans des espaces réduits. En cas de diminution de ressources disponibles, ou d'atteintes répétées à la dignité humaine, le climat peut vite devenir insurrectionnel. Les mouvements mafieux et terroristes pourront trouver à se développer, profitant des difficultés d'un État désinvesti à trouver des parades efficaces. De nouvelles formes de délinquance – notamment informatique – apparaîtront. Le risque existe que les réponses à ces différentes formes d'insécurité soient fréquemment liberticides.

LE MONDE EST UN VILLAGE

Internet permet de se tenir instantanément informé de tout ce qui se passe dans le monde. C'est un facteur de globalisation considérable. Une concentration de son contrôle en quelques mains pourrait présenter un danger, mais il est surtout vu comme une opportunité pour le monde. Internet jouera un rôle d'uniformisation culturelle. Il favorisera l'aspiration universelle à un mode de vie empreint de confort et de liberté. Il participera tout à la fois à l'essaimage de la démocratie et à la fédération de ceux qu'elle aura déçus.

En réaction à cette uniformisation culturelle pourront se renforcer, voire s'exacerber des phénomènes d'identité régionale.

DE SÉRIEUSES RAISONS D'ESPÉRER

La fréquentation scolaire en hausse et l'accès à l'information sur les conditions de vie partout dans le monde nourrissent des revendications de plus en plus fortes pour le respect des droits fondamentaux. Les citoyens du monde entier construisent des réseaux en vue de formuler des alternatives aux réalités qu'ils contestent. D'aucuns prédisent que l'on assiste au chant du cygne des régimes basés sur l'oppression.

Les femmes sont également de mieux en mieux organisées pour défendre leurs droits et trouvent de plus en plus de relais pour leurs revendications. Deux bonnes raisons d'espérer en l'avenir.

10

RAISONS DE SE MOBILISER, ENCORE ET TOUJOURS

Nous ne savons pas exactement où nous allons, mais nous y allons. En chemin, les causes à défendre ne manquent pas. Les progrès seront liés au nombre et à la ténacité des personnes qui se mobiliseront utilement. Vous ne trouverez pas de recettes miracles ci-dessous, mais quelques raisons de vous engager. Vous avez plus de pouvoir que vous le pensez !

1 PROMOUVOIR LA PAIX

L'urbanisation, les inégalités, les populismes, le sentiment d'insécurité, les extrémismes religieux, la précarité, etc. peuvent être sources de violence. Or l'aspiration à la paix est l'une des plus solidement ancrées dans les tripes de chaque être humain.

La violence est révoltante. Certains s'engagent à promouvoir la paix, notamment en signant des pétitions et en promouvant des réponses pacifiques aux conflits locaux. Et vous ?

2 LUTTER CONTRE LA PAUVRETÉ

Si la proportion de personnes vivant dans la pauvreté ou l'extrême pauvreté diminue dans le monde, leur nombre absolu se maintient. Des millions de personnes, dans les villes et les campagnes, vivent dans des conditions indignes d'êtres humains.

La pauvreté, au 21^e siècle, est une réalité révoltante. Certains s'engagent à en combattre tant les causes que les conséquences, en réclamant des lois qui la prennent davantage en compte, en s'investissant dans des structures d'aide à court ou long terme. Et vous ?

3 LUTTER CONTRE LES INÉGALITÉS DE REVENUS

L'évolution des dernières décennies a profité à la classe moyenne des pays émergents et aux personnes les plus riches du monde. Elle a, par contre, peu ou pas profité aux moins riches d'Occident et aux moins riches du monde. Les inégalités se creusent entre les plus riches et les plus pauvres.

Les inégalités de revenus sont une réalité révoltante. Certains s'engagent à les combattre en prônant une fiscalité redistributive ou en soutenant des projets qui corrigent cette injustice. Et vous ?

4 LUTTER CONTRE LES DISCRIMINATIONS

Les discriminations sont des inégalités causées par le fait qu'une personne est lésée en raison d'une caractéristique personnelle sur laquelle elle n'a pas de prise (nationalité, race, religion, orientation sexuelle, handicap, etc.). Être une femme et/ou être pauvre est une source de discriminations touchant énormément de monde.

Les discriminations sont une réalité révoltante. Certains osent protester contre le harcèlement des femmes en rue ou contre des propos racistes, ou refusent inlassablement les préjugés dans le cadre du travail. Et vous ?

5 PROMOUVOIR UN MODÈLE ALTERNATIF DE DÉVELOPPEMENT

Notre société accorde une place considérable à la consommation. Certains pensent que ce mode de vie, visiblement proposé aux habitants de la planète, mène droit dans le mur. Il importe donc d'inventer des modèles qui peuvent susciter d'autres aspirations plus compatibles avec les contraintes auxquelles la planète est confrontée.

L'absence de réaction à l'impasse qui nous attend tous est une réalité révoltante. Certains s'engagent à adapter, voire renouveler notre mode de vie et l'organisation de la société. Ils consomment bio ou équitable, utilisent les transports en commun, ne partent pas en vacances en avion, empruntent plutôt qu'achètent, réparent plutôt que jettent. Et vous ?

6 FAVORISER LA RÉSILIENCE

Le monde de demain sera globalement plus instable et des crises potentiellement plus graves s'y déclareront à un rythme plus élevé. Il est crucial de développer la capacité des gens à s'adapter à la grande variabilité du contexte dans lequel ils vivent

Les conséquences des crises à venir sur la vie des gens sont révoltantes. Certains s'engagent à ce que les êtres humains soient davantage en mesure de bien surmonter les aléas de la vie. Ils s'investissent pour un enseignement de qualité. Et vous ?

7 FAVORISER L'ACCÈS EFFECTIF AUX DROITS FONDAMENTAUX

Les États sont responsables de l'accès effectif de leur population à ses droits fondamentaux (alimentation, santé, enseignement, eau, etc.). Il faudrait pour cela que chacun se trouve capable de réclamer à ses pouvoirs publics qu'il en aille ainsi.

Le manque de capacité des populations à revendiquer l'accès à leurs droits fondamentaux est révoltant. D'aucuns soutiennent des associations dont c'est le but, réclament des lois plus justes à leurs autorités politiques, favorisent l'éducation citoyenne partout dans le monde. Et vous ?

8 CONTRIBUER À RÉSOUDRE LA QUESTION MIGRATOIRE

Les migrations humaines posent toujours un problème considérable tout à la fois dans les pays d'origine (perte de compétences) et dans les pays de destination (absence d'accueil, xénophobie, déracinement, précarité liée à l'illégalité).

Les migrations cristallisent de nombreuses atteintes à la dignité, et cela est révoltant. Certains manifestent devant les centres fermés, invitent des migrants à leur table, favorisent leur scolarité. Et vous ?

9 LUTTER CONTRE LE RÉCHAUFFEMENT CLIMATIQUE

Le changement climatique se manifestera par la montée des eaux, la perturbation des saisons et l'occurrence accrue de tempêtes, inondations et périodes de sécheresse. Cela aura des conséquences considérables sur la vie de millions de personnes.

Les conséquences du changement climatique sont révoltantes. Certains utilisent les transports publics, refusent l'avion pour leurs vacances. Et vous ?

10 PROTÉGER LA NATURE

La nature est malmenée, notamment par la pollution des sols, des eaux et des airs, par les effets du réchauffement climatique et par la réduction des territoires où peut s'épanouir la vie sauvage. Au-delà des effets sur l'humanité, on ne compte plus les dégâts – parfois irréversibles – à l'environnement.

Les coups portés à la nature sont révoltants. Certains s'engagent à la protéger en installant une ruche au fond du jardin, en consommant bio, en veillant à réduire ou recycler leurs déchets. Et vous ? ●



Des ONG qui s'adaptent

JUSTICE...

Le terme de « développement » focalisait autrefois toute l'attention. On estimait que la croissance économique entraîne automatiquement des progrès sociaux tels que l'accès au logement, à la santé, à l'éducation, etc. Le moteur du développement était à ce point l'essor économique que les termes ont souvent été utilisés comme des synonymes. Cet effet est largement remis en question aujourd'hui : la prise de conscience des limites de la planète impose de chercher d'autres voies. On constate aussi que la croissance économique ne profite pas toujours à toute la population, mais a parfois pour effet de creuser les inégalités.

Aujourd'hui, on met en avant la justice. Pas celle des cours et tribunaux, mais le principe moral qui réclame le respect du droit et de l'équité. Chacun, du fait de sa condition d'être humain, dispose de certains droits fondamentaux.

Il y a là deux idées : la première est l'existence de droits individuels ; la deuxième est l'affirmation que quelqu'un est responsable de ces droits. Longtemps, c'était l'État. Ce qui est en cours, c'est que l'ensemble de la population mondiale est responsable de l'accès effectif de chaque être humain à ses droits humains. Elle devient collectivement responsable du respect de ces droits, non seulement au travers des États, mais aussi dans toutes ses organisations et entreprises.

Nous sommes tous responsables des droits de chacun et avons le devoir moral d'agir à notre niveau pour leur respect. Les ONG incarnent une action collective, parmi d'autres, pour cette justice-là.

On n'agit plus par charité ou bienveillance, mais par sens de la justice. Un « bénéficiaire » n'est plus une personne à laquelle on accorde une faveur, mais une personne qui accède à son dû.

Les appréciations sur l'avenir du secteur de la coopération au développement sont nombreuses. Il semble toutefois exister une convergence pour souligner la nécessité de reformuler la mission des ONG de coopération au développement. Il s'agirait désormais d'œuvrer pour la justice globale.



L'accès aux droits humains fondamentaux : justice pour tous !

... GLOBALE

Il existait les pays riches, dans lesquels tout le monde, hors quelques exceptions, était réputé riche. C'étaient les pays « du Nord ». Il existait les pays pauvres, dans lesquels tout le monde, hors quelques autres exceptions, était réputé pauvre. C'étaient les pays « du Sud ».


Cette représentation était déjà caricaturale ; elle le devient de façon bien plus flagrante. La distinction entre riches et pauvres s'installe de plus en plus au sein de chaque société. L'intégration de tous les peuples dans une globalisation mondiale nécessite de penser autrement les rapports entre eux. Chacun se trouve responsable de tout le monde, notamment parce que nos vies sont à ce point interconnectées que nos choix ont des conséquences, heureuses ou fâcheuses, sur d'autres personnes où qu'elles soient.

C'est donc une communauté humaine globale, composée de tous, qui doit se préoccuper de l'avènement d'un monde plus juste et s'organiser collectivement à cette fin. ●

APPRENDRE LE MONDE ET LA SOLIDARITÉ

Inciter de futurs enseignants à engager demain, avec leurs élèves, des initiatives d'éducation à la citoyenneté mondiale et solidaire. Leur apprendre à le faire. Tels sont les objectifs de l'action engagée par Iles de Paix dans les hautes écoles pédagogiques.

Une des missions d'Iles de Paix est de faire en sorte que nos concitoyens s'engagent dans des actions pertinentes et efficaces pour que tous les êtres humains, qu'ils soient et où qu'ils vivent, aient accès à leurs droits fondamentaux. Cela se traduit par un programme d'éducation à la citoyenneté mondiale et solidaire qui se décline en différentes activités



**DÉCOUVRIR
LE MONDE,
APPRENDRE
LA SOLIDARITÉ**

Eduquer à la citoyenneté
mondiale et solidaire

Iles de Paix a produit, en collaboration avec trois ONG (la Croix-Rouge Belgique, Unicef Belgique et Plan Belgique), une brochure de présentation de l'éducation à la citoyenneté mondiale et solidaire à l'intention des étudiants des hautes écoles pédagogiques. Pour les inciter à « se jeter à l'eau » et les informer sur l'appui que les ONG peuvent leur apporter en la matière.

et propositions susceptibles d'atteindre les publics les plus divers. Aussi bien les adultes que les jeunes, de 7 à 77 ans et même bien en deçà, puisque des outils pédagogiques sont aussi conçus pour les enfants de l'enseignement maternel.

LE RELAIS ENSEIGNANT

Dans le cadre de son programme éducatif 2014-2016, qui bénéficie du soutien financier de la coopération belge, Iles de Paix entend apporter un appui «sur mesure» aux enseignants. Certains n'ont besoin que d'un peu d'information, d'une idée ou d'un conseil. D'autres préfèrent recevoir la visite d'un animateur dans leur classe. S'il faut offrir à chacun ce qui lui convient, il est globalement préférable que l'enseignant puisse s'en sortir seul. C'est pourquoi Iles de Paix a décidé d'accentuer son action à destination des étudiants des hautes écoles pédagogiques. Pour, en quelque sorte, préparer l'avenir.

UNE RECHERCHE EN ACTION

Encore faut-il s'adresser à ce public de manière adéquate, pour répondre à ses attentes et lui faire des propositions qui puissent s'insérer dans sa pratique éducative. Comme il l'avait fait il y a quelques années avant de construire un programme spécifique destiné aux élèves de l'enseignement technique et professionnel^(*), Iles de Paix a entrepris de mener une recherche-action systématique dans le milieu des hautes écoles pédagogiques. Recherche documentaire doublée d'interventions directes au sein des écoles. Il s'agit de bien identifier les caractéristiques de ce nouveau public, les ambitions pédagogiques que l'on peut nourrir à son endroit et de définir les méthodes les plus appropriées pour les atteindre. « *Agir sans savoir est une imprudence* », disait Dominique Pire, fondateur d'Iles de Paix.

Cette démarche de recherche-action est en cours et des animations ont déjà débuté dans plusieurs hautes écoles pédagogiques, à Mons, à Louvain-la-Neuve et sous peu à Liège. Les intervenants expliquent notamment aux étudiants que l'éducation à la citoyenneté mondiale et solidaire a toute sa place à l'école. Une de ses missions n'est-elle pas de « préparer tous les élèves à être des citoyens responsables, capables de contribuer au développement d'une société démocratique, solidaire, pluraliste et ouverte aux autres cultures » ?

Les étudiants font aussi connaissance, en les testant, avec les outils pédagogiques conçus par Iles de Paix et d'autres ONG. Nous escomptons beaucoup de cette approche proactive des hautes écoles pédagogiques dont nous espérons qu'elle aura un effet tache d'huile, d'essaimage d'initiatives nouvelles et originales d'éducation à la citoyenneté mondiale et solidaire dans les écoles. ●

^(*) Un public qui était très peu « visité » par les ONG ayant une mission éducative.



Consulter et/ou télécharger la brochure
*Découvrir le monde, apprendre la
solidarité* > ilesdepaix.org/transitions

PÉROU

Les vertus de l'association et... de la Belgique

Le 24 avril, dans la commune péruvienne de Santa Maria del Valle, les techniciennes paysannes spécialisées dans l'élevage de cochons d'Inde ont assisté à une première séance d'information sur les avantages que pourrait leur procurer la création d'une association. Au menu figurait aussi une brève présentation de la Belgique. Tout d'abord, la présentation de la mappemonde pour situer notre pays par rapport au Pérou. Ensuite, la présentation des saisons, des différents types d'animaux que l'on élève en Belgique et des fruits et légumes que l'on y cultive. Sans oublier chocolat, bière et plats typiques qui leur ont mis l'eau à la bouche. Enfin, quelques mots sur la campagne de collecte de fonds en Belgique, le travail des bénévoles, le module, les raisons qui amènent Iles de Paix à intervenir dans telle ou telle région. Mais le sujet principal au menu, ce jour-là, était bien l'associativité.

Pourquoi et comment se constituer en association ? Quels en sont les avantages ?

La plupart des femmes veulent développer leur élevage et la vente de leurs animaux.

L'ingénieur Chelsea, de l'Agence agraire, leur a expliqué que faire partie d'une association permet non seulement d'accéder à différents subsides, mais aussi de regrouper les petites productions individuelles pour accéder à des marchés plus importants et plus rémunérateurs. Il reste maintenant pour ces femmes à se lancer dans l'aventure et concrétiser l'idée d'une association des éleveuses de cochons d'Inde de Santa Maria del Valle !



L'occasion, aussi, d'en savoir plus sur la Belgique.

© IDP Pérou

BURKINA FASO

Participer à la vie locale

Au Burkina Faso, dans les communes de Tibga et Diabo, Iles de Paix et son partenaire local, Association Monde Rural, encouragent la participation de la population à la gestion locale.

AMR a sélectionné une dizaine d'organisations de la société civile crédibles, dynamiques et représentatives. Leurs membres ont été sensibilisés et formés sur les thèmes de l'interpellation des pouvoirs publics, l'engagement citoyen, l'implication de chacun dans le développement local et même... l'importance du recouvrement de l'impôt.

Cela s'est concrétisé par des interpellations des élus municipaux, bien sûr, mais aussi par la réalisation d'actions citoyennes : du nettoyage (locaux municipaux, marchés, dispensaires, lieux de culte), du reboisement, le paiement de taxes et impôts par la population, la participation aux conseils municipaux et aux assemblées villageoises.

Le contribuable sait désormais que son argent peut et doit être utilisé pour le développement de sa commune et que l'aide extérieure ne vient qu'en soutien aux moyens mobilisés localement.

Il sait aussi que payer ses impôts et taxes, c'est promouvoir le développement de sa commune, notamment via des investissements (infrastructures, matériel et équipements divers) et des salaires. Enfin, la population sait qu'il lui faut faire des suggestions et des propositions aux élus, par des écrits, des échanges directs et des critiques constructives. Le développement endogène et participatif se caractérise par l'exercice mutuel de droits et devoirs dans la gestion des affaires locales.

Tous ces messages passés sont en train de produire leurs effets dans la vie des communes de Tibga et Diabo. Voilà une initiative qui mériterait d'être expérimentée chez nous, dans chacune de nos communes !



????????????????????????????????

BÉNIN Les femmes s'émancipent



**Le travail et la formation :
un effet émancipateur !**

Iles de Paix mène au Bénin un programme dédié aux femmes. Il concerne le développement de leurs activités rémunératrices, mais aussi des formations en gestion, au crédit, à l'épargne et des sensibilisations pour une amélioration de leur position dans la société.

Ce programme ambitieux, qui concernera directement, sur trois ans, plus de 600 femmes, engendre de profonds bouleversements et, pour bien de ses bénéficiaires, des changements majeurs dans leur vie quotidienne. En témoigne cette femme y ayant participé.

« Au début, quand je voulais suivre une formation pour mener une activité, mon mari me battait pour m'en empêcher. Il me disait que ma place était à la maison. Mais aujourd'hui, il constate que, grâce à cette formation et aux choses que j'ai apprises, je gagne beaucoup mieux ma vie. Alors, il m'encourage à continuer et... il me supplie de lui donner de l'argent ! »

Il reste à souhaiter que tous ses gains ne finissent pas dans l'escarcelle de son mari et qu'ils servent avant tout à répondre à ses besoins personnels et à ceux de ces enfants...

Recentrage de la Coopération belge : faire mieux avec moins

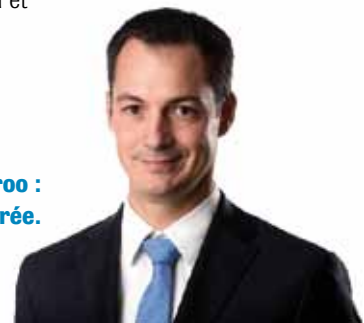
14 pays bénéficiaires au lieu de 18 : la Belgique a décidé de concentrer ses efforts de coopération au développement sur l'Afrique et les pays les moins avancés, qui ont connu paradoxalement, l'année dernière, une réduction de l'aide publique qui leur est accordée.

Sortent de la liste des partenaires privilégiés par notre coopération le Vietnam, la Bolivie, l'Équateur, le Pérou, l'Afrique du Sud et l'Algérie, des pays dits à revenus intermédiaires. Y entrent deux pays africains : la Guinée Conakry, durement frappée par l'épidémie Ébola, et le Burkina Faso, dont la Belgique souhaite soutenir le processus démocratique actuellement en cours.

Cette concentration de l'aide belge au développement traduit une volonté de plus grande efficacité, mais aussi, plus prosaïquement, une adaptation des ambitions à une diminution des ressources disponibles. L'actuel gouvernement a en effet décidé de réduire le budget de l'aide au développement de 21 % sur l'ensemble de la législature en cours (2014-2019). Cela s'est traduit dès cette année par une économie de 150 millions d'euros qui ira progressivement en augmentant pour atteindre 260 millions en 2019. Pour rappel, le budget de la coopération s'est monté en 2014 à 1,2 milliard d'euros, soit 44 % du produit intérieur brut. L'ambition naguère affichée de consacrer 0,7 % du PIB à l'aide au développement semble bel et bien sacrifiée.

Si les ONG comprennent la volonté du gouvernement de se concentrer sur les pays les plus pauvres, où tant de progrès restent à accomplir, elles souhaitent qu'un soutien soit maintenu aux actions qu'elles mènent dans les pays à revenus intermédiaires, où de larges franges des populations ne profitent pas des fruits du développement. Cela vaut pour le Pérou, où Iles de Paix travaille avec l'appui de la coopération belge. Cette évolution permet en tout cas de souligner l'importance, pour l'autonomie d'action des ONG et la continuité de leurs actions, des contributions que leur accordent leurs sympathisants.

**Alexander De Croo :
pour une coopération recentrée.**



LE CAS DU BURUNDI

Le Burundi demeure un partenaire privilégié de la Belgique, mais le ministre de la Coopération Alexander De Croo n'a pas caché que la volonté de Pierre Nkurunziza de briguer un troisième mandat présidentiel « **placerait la Belgique dans l'impossibilité de conclure un programme de coopération bilatéral** ».

La Belgique serait alors amenée à contourner le gouvernement burundais et à privilégier d'autres formes de coopération, au profit d'ONG et d'organisations de la société civile. L'avertissement est clair.



© M. de Bray - Photographe



© A. Pirotte - IATA



© M. de Bray - Photographe

LE LEGS EN DUO : INTÉRESSANT POUR TOUS MES HÉRITIERS ?



© A. Pirotte - IATA

Découvrez comment avantager
vos proches tout en
soutenant Iles de Paix sur
[www.ilesdepaix.org/soutenir/
faire-un-legs](http://www.ilesdepaix.org/soutenir/faire-un-legs)
ou en appelant
Christine de Bray au 085 23 02 54



© O. Genard - IDP Pérou



© C. de Bray - IDP



© C. Roland - IATA



© C. de Bray - IDP

